

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

Nº. LVII.

---

*Du Mercredi 19 Août 1789.*



A l'ouverture de la séance, on a fait mention, suivant l'usage ordinaire, des adresses, délibérations, félicitations & adhésions de plusieurs villes du royaume ; Carcassonne, Marseille, Brignolles, Saint-Ambroix, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Nègre-Pelisse, Milhan, Montégut & un grand nombre d'autres y exprimoient les sentimens de leur reconnaissance.

On a annoncé aussi que M. Chalan, procureur du roi à Melun, faisoit don à la nation de la finance de son office.

Le recensement des scrutins pour les secrétaires a été en faveur de MM l'évêque d'Autun, le comte de Montmorenci & l'abbé de Barmont.

MM. Goupille de Préfeld, Redon & le chevalier de Boufflers sont les trois commissaires de remplacement dans le comité de recherches.

Après la lecture du procès-verbal de la séance de jeudi, on a repris la discussion du projet de déclaration des droits, rapportée la veille par M. de Mirabeau, & rédigée par le comité des cinq ; la voici :

« Les représentans du peuple français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont l'unique cause

*Tome II.*

R



des malheurs publics & de la corruption du gouvernement , ont résolu de rétablir dans une déclaration solennelle , les droits naturels, inaliénables & sacrés de l'homme , afin que cette déclaration , constamment présente à tous les membres du corps social , leur rappelle sans cesse leurs droits & leurs devoirs , afin que les actes du pouvoir législatif & exécutif pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique , en soient plus respectés , afin que les réclamations des citoyens , fondées désormais sur des principes simples & incontestables , tournent toujours au maintien de la constitution & au bonheur de tous.

En conséquence , l'assemblée nationale reconnoît & déclare les articles suivans :

« 1°. Tous les hommes naissent égaux & libres , aucun n'a plus de droit que les autres de faire usage de ses facultés naturelles ou acquises ; ce droit , commun à tous , n'a d'autre limite que la conscience , même de celui qui l'exerce , laquelle lui interdit d'en faire usage au détriment de ses semblables.

» 2°. Tout corps politique reçoit l'existence d'un contrat social exprès ou tacite , par lequel chaque individu met en commun sa personne & ses facultés sous la suprême direction de la volonté générale , & en même temps le corps reçoit chaque individu comme portion du tout , & promet également à tous , sûreté , liberté , protection , tant qu'ils se conformeront à la volonté générale.

» 3°. Tous les pouvoirs auxquels une nation se soumet , émanant d'elle-même , nul corps , nul individu ne peut avoir d'autorité qui n'en dérive expressément. Toute association politique a le droit inaliénable d'établir , de modifier ou de changer la constitution , c'est-à-dire , la forme de son gouvernement , la distribution & les bornes des différens pouvoirs qui le composent.

« 4°. Le bien commun de tous , & non l'intérêt particulier d'un homme ou d'une classe d'hommes quelconque ,



est le principe & le but de toutes les associations politiques. Une nation ne doit donc reconnoître d'autres loix que celles qui ont été expressément approuvées & consenties par elle-même ou par ses représentans, souvent renouvelés, légalement élus, toujours existans, fréquemment assemblés, agissant librement selon les formes prescrites par la constitution.

» 5°. La loi, étant l'expression de la volonté générale, doit être générale dans son objet, & tendre toujours à assurer à tous les citoyens, la liberté, la propriété & l'égalité civile.

» 6°. La liberté du citoyen consiste à n'être soumis qu'à la loi, à n'être tenu d'obéir qu'à l'autorité établie par la loi, à pouvoir faire, sans crainte de punition, tout usage de ses facultés, qui n'est pas défendu par la loi, & par conséquent à résister à l'oppression.

» 7°. Ainsi libre dans sa personne, le citoyen ne peut être accusé que devant les tribunaux établis par la loi; il ne peut être arrêté, détenu, emprisonné, que dans les cas où ces précautions sont nécessaires pour assurer la réparation ou la punition d'un délit, & selon les formes prescrites par la loi, il doit être publiquement poursuivi, publiquement confronté, publiquement jugé. On ne peut lui infliger que des peines déterminées par la loi avant l'accusation; ces peines doivent toujours être graduées suivant la nature des délits, & enfin égales pour tous les citoyens.

» 8°. Ainsi, libre dans ses pensées & même dans leur manifestation, le citoyen a le droit de les répandre par la parole, par l'écriture, par l'impression, sous la réserve expresse de ne pas donner atteinte aux droits d'autrui : les lettres en particulier doivent être sacrées.

» 9°. Ainsi, libre dans ses actions, le citoyen peut voyager, transporter son domicile où il lui plaît, sortir même de l'enceinte de l'état, à la réserve des cas désignés par la loi.



» 10°. On ne sauroit sans attenter aux droits des citoyens, les priver de la faculté de s'assembler dans la forme légale, pour consulter sur la chose publique, pour donner des instructions à leurs mandataires, ou pour demander le redressement de leurs griefs.

» 11°. Tout citoyen a le droit d'acquérir, de posséder, de fabriquer, de faire le commerce, d'employer ses facultés & son industrie, & de disposer à son gré de ses propriétés. La loi seule peut apporter des modifications à cette liberté pour l'intérêt général.

» 12°. Nul ne peut être forcé de céder sa propriété à quelque personne que ce soit; le sacrifice n'en est dû qu'à la société entière, mais seulement dans le cas d'une nécessité publique, & alors la société doit au propriétaire une indemnité équivalente.

» 13°. Tout citoyen, sans distinction, doit contribuer aux dépenses publiques, dans la proportion de ses biens.

» 14°. Toute contribution blesse les droits des hommes, si elle décourage le travail & l'industrie, si elle tend à exciter la cupidité, à corrompre les mœurs & à ravir au peuple ses moyens de subsistance.

» 15°. La perception des revenus publics doit être assujettie à une comptabilité rigoureuse, à des règles fixes, faciles à connoître, en sorte que les contribuables obtiennent promptement justice, & que les salaires des collecteurs des revenus soient strictement déterminés.

» 16°. L'économie dans l'administration des dépenses publiques est un devoir rigoureux; le salaire des officiers de l'état doit être modéré, & il ne faut accorder de récompenses que pour de véritables services.

» 17°. L'égalité civile n'est pas l'égalité des propriétés ou des distinctions; elle consiste en ce que tous les citoyens sont également obligés de se soumettre à la loi & ont un droit égal à la protection de la loi.

» 18°. Ainsi, tous les citoyens sont également admissibles



à tous les emplois civils , ecclésiastiques , militaires , selon la mesure de leurs talens & de leur capacité.

» 19°. L'établissement de l'armée n'appartient qu'à la législature; le nombre des troupes doit être fixé par elle; leur destination est la défense de l'état ; elles doivent être toujours subordonnées à l'autorité civile ; elles ne peuvent faire aucun mouvement relatif à la tranquillité intérieure , que sous l'inspection des magistrats désignés par la loi , connus du peuple , & responsables des ordres qu'ils leur donneront ».

Avant tous les droits sont ceux de la nature. Les hommes ne doivent & ne peuvent jamais les altérer par leurs conventions , sous quelque forme de gouvernement qu'ils se proposent de vivre , ils survivent à tous les siècles , à toutes les tyrannies , à toutes les usurpations , parce qu'ils sont gravés dans le cœur de l'homme en caractères ineffaçables. L'assemblée nationale avoit décrété précédemment que les droits devoient être déclarés ; c'est sans doute une idée neuve des législateurs qu'une déclaration des droits , mais l'exemple donné en ce genre par l'Amérique libre , n'a pas encore appris à vaincre les difficultés d'un pareil ouvrage ; les débats qui ont eu lieu hier sur la forme qu'on devoit donner à cette déclaration , n'ont servi qu'à prouver qu'il est difficile d'en faire une bonne , & très-aisé de critiquer les projets qui ont été publiés.

» Avant tout , il faut définir les principes & les droits , a dit M. de Crenières , puisque le comité a pensé qu'une déclaration des droits est une suite des principes. Les principes sont l'expression d'une vérité politique , morale ou métaphysique ; un droit est le résultat d'une convention , un principe s'applique , un droit s'exerce. A l'aide d'un principe , on raisonne ; en vertu d'un droit , on agit ; enfin un principe n'est pas un droit ; par conséquent , une déclaration des droits n'est pas une suite de principes. Si la déclaration , si vantée des états-unis est une déclaration de ce genre , on auroit tort de la prendre pour modèle. M. Cre-



nière a ensuite caractérisé fortement cet acte des Américains, & il a annoncé qu'il prouveroit un jour la qualification qu'il lui donne ; mais M. Desmeuniers a relevé cette expression comme trop sévère contre la sagesse des Américains, à qui nous devons des lumières sur la liberté.

» Vous avez contracté avec l'Europe entière, s'écrioit M. Duport, de lui donner une déclaration des droits pour tous les hommes, pour tous les temps, pour tous les pays ; il s'agit d'en déterminer aujourd'hui le plan & la rédaction. Le projet proposé ne remplit pas les vues de l'assemblée ; il faut nommer un autre comité pour faire une rédaction nouvelle ».

La question traitée d'abord sous un rapport politique, l'a été ensuite sous celui de la religion ; qui est la première des législations.

» Je fais, a dit M. l'abbé Grégoire, que le gouvernement ne s'occupe que des actions extérieures ; mais pourquoi ne pas montrer à l'homme, dans la déclaration de ses droits, cette main invisible dont tous les êtres portent l'empreinte ? Je demande qu'on place, dans le premier article de la déclaration, un nom qui rappelle une idée vaste & majestueuse, si propre à agrandir l'ame, celle d'un Dieu...

M. le vicomte de Mirabeau s'est contenté de remarquer, dans la rédaction du premier article, le mot *rétablir*, qu'il a cru impropre en parlant des droits naturels, & auquel il substituoit, avec raison, le mot *rappeller* ; il a fait une autre observation relativement à l'article XIX pour l'établissement de l'armée. Il trouvoit la rédaction de cet article peu conforme aux décrets précédens, mais M. le comte de Mirabeau, son frère, a démontré bientôt après, l'inutilité de cette observation.

Un autre membre a fait une réflexion plus heureuse sur la suppression des mots, & *par conséquent de résister à l'oppression*, apposées à la fin de l'article VI.

M. le marquis de Bonnai proposoit à l'assemblée de se séparer en bureaux, pour choisir au scrutin de meilleurs



projets parmi ceux qui lui sont présentés, & qui seroient ensuite discutés article par article.

M. Vernier a exposé, avec autant de sagesse que de force, plusieurs motifs tendans à énoncer la dépendance de l'homme envers l'être suprême dans la déclaration des droits.

M. Rabaud de Saint-Etienne, a très-bien développé son vœu pour qu'une déclaration simple, claire, d'un style qui fût à la portée du peuple, renfermât toutes les maximes de liaison & de liberté, qui, enseignées dans les écoles, formât une génération d'hommes libres, capables de résister au despotisme, qui se glisse insensiblement dans toutes les classes de la société, & M. Regnaut, croyant inutile de revenir sur la marche déjà tracée par le comité, proposoit d'opiner sur le sujet ou l'adoption de déclaration des droits.

M. Biozat a remonté aux droits naturels & imprescriptibles de l'homme, & les a présentés avec beaucoup d'étendue.

M. de Mirabeau, après avoir déclaré que le comité avoit employé, seulement dans le projet de déclaration, les différentes maximes qui se trouvoient dans les autres, a dit que s'il ne falloit chercher qu'un principe simple & incontestable, son père l'avoit écrit, en disant *que l'homme n'est en société que pour acquérir & non pour sacrifier ses droits naturels.*

M. Duquesnoi s'appuyoit de ce principe, & disoit qu'autrement, toute déclaration des droits seroit vicieuse, & le fondement d'une constitution dangereuse.

M. de Traci & M. de Lameth donnoient la préférence à l'ouvrage de M. l'abbé Syéès, comme plus général, plus méthodique & plus ferme.

M. le duc de Levis demandoit que la déclaration ne fût qu'une suite de vérités simples, incontestables, & d'une rédaction facile & claire; il pensoit, avec M. de Custine, qu'il falloit choisir, parmi les projets présentés, une déclaration qui fût la base du travail.

Après ces débats, M. le président a proposé d'aller à la



discussion du projet article par article , ou bien aux voix sur la motion de M. de Bonnai , il s'est élevé quelques difficultés sur cet objet. Les uns propofoient d'aller au scrutin dans les bureaux , les autres trouvoient cette méthode dangereuse , & pouvant tirer à conséquence pour les articles de la constitution , dont la délibération doit être publique. Au milieu de ces opinions contraires , M. de Mirabeau voyant que l'on n'étoit pas d'accord sur la rédaction des articles , & qu'elle pourroit être fort longue , a proposé de la renvoyer après la constitution. Cet avis , qui a paru d'abord être adopté , a été contredit bientôt après par plusieurs membres ; M. Duport a demandé , en vertu du règlement , le renvoi de la déclaration rédigée dans les bureaux. M. Redon a parlé avec beaucoup de force sur la nature des droits qui peuvent entrer dans une déclaration.

MM. Gliezem , Garat , Chapellier & Renbell , ont fait tour-à-tour des observations sur le parti qu'il falloit prendre touchant la déclaration des droits ; on est allé aux voix , & on a unanimement renvoyé , dans les bureaux , la rédaction du comité *des cinq*.

M. Regnaut a terminé la séance , en rapportant une lettre de M. de Cafales , député de la noblesse de Rivière-Verdun , arrêté à Caussade par les milices bourgeoises. *Le caractère inviolable* dont il est revêtu , & l'exemple de ce que l'on avoit déjà fait en pareille circonstance , pour messieurs les abbés Mauri & de Calonne ont porté unanimement l'assemblée à autoriser M. le président d'écrire au comité permanent de Caussade pour la liberté d'un membre de l'assemblée.